

CE POUR QUOI NOUS NOUS BATTONS : L'ABROGATION DE LA LRU

Difficile d'y voir clair dans les textes de loi : processus de Bologne, stratégie de Lisbonne, LRU, décret de réforme du statut d'enseignant-chercheur, etc... Rien de plus légitime que de ne rien y comprendre. Puisque nul n'est censé ignorer la loi, les lois doivent être compréhensibles. Un ensemble de lois claires comme du jus de boudin, c'est donc un ensemble de lois illégitimes. Mais il faut bien savoir contre quoi nous nous battons et ce que le gouvernement cherche à détruire.

CE QUE LE GOUVERNEMENT CHERCHE À DÉTRUIRE

Si la droite est aussi bien armée idéologiquement contre l'université publique et non-rentable, c'est que depuis longtemps l'université tend la joue pour se prendre une grosse claque. On ne peut pas défendre un système qui n'a pas fait ses preuves. On ne peut pas défendre une université irrespectueuse des étudiant-e-s, sans espace de convivialité et qui multiplie les contrats précaires pour tous les personnels techniques et administratifs (BIATOSS) ainsi que les jeunes chercheurs. Si la droite nous déteste autant c'est aussi qu'elle ne nous connaît pas ou trop bien. Aucun universitaire, ou presque, dans les hautes sphères du pouvoir. Les places sont occupées par les diplômés des grandes écoles et du système polytechnique, très conservateur et consanguin, mis en place sous l'empire napoléonien. Ce que la droite sait, c'est que l'université est l'occasion pour une partie de la jeunesse de former son esprit critique. C'est que les enseignants-chercheurs ne sont pas des travailleurs comme les autres et qu'il est temps de les mettre au pas. Sarkozy l'a assez dit, comme l'a cité le Canard Enchaîné, la grande crainte du gouvernement c'est la connexion étudiant-e-s en colère et « jeunes de banlieue », deux franges d'une jeunesse déconsidérée.

CE CONTRE QUOI NOUS NOUS BATTONS, C'EST LA LRU (LOI RELATIVE AUX LIBERTÉS ET RESPONSABILITÉS DES UNIVERSITÉS)

On ne peut pas critiquer « l'autonomisation » des facs. Le gouvernement choisi bien ses mots. Evidemment, nous souhaitons tous et toutes plus d'autonomie et d'auto-gestion. Mais sous son masque sexy, la LRU c'est l'annonce de la hausse des frais d'inscription et donc l'aggravation de la misère étudiante. C'est la dévalorisation de diplômes reconnus dans un large cadre et par les conventions collectives, au profit de diplômes spécifiques qui auront des valeurs différentes qu'ils viennent de Nanterre ou de la Sorbonne, de Fort-de-France ou de Saint-Denis. C'est de mauvaises conditions de travail et d'étude pour toute la « communauté universitaire », des BIATOSS aux enseignant-e-s, en passant par les étudiant-e-s et les doctorant-e-s. Nous sommes contre la mise en place d'un système universitaire concurrentiel, contre la mise en place d'un système universitaire rentable, contre la mise en place d'un système universitaire contrôlé par les entreprises.

CE POUR QUOI NOUS NOUS BATTONS

Nous nous battons pour une université qui croirait en l'égalité. Où les frais d'inscription ne seraient pas prohibitifs. Où le patronat ne ferait pas sa loi. Où l'essentiel serait les actions d'apprendre et d'enseigner. Où il n'y aurait ni soumission ni domination dans le rapport enseignant-e-s / étudiant-e-s. Où les futurs travailleurs précaires trouveraient bourses et idées pour vivre et penser le monde avant d'y être exploité. Où les immigrés sans-papiers pourraient s'inscrire et étudier sans rendre de compte aux prefectures. Où le logement étudiant serait une question centrale, où les places en Cité U ne se compteraient pas sur les doigts de la main et ne rimeraient pas avec insalubrité. Où la sécurité des campus ne signifierait pas patrouilles de vigiles armés. Où étudier serait une activité stimulante et créatrice de valeur symbolique égalitaire.

**L'UNIVERSITÉ QUE NOUS VOULONS, N'EST PAS CELLE QUE NOUS AVONS
L'AUTONOMIE QU'ON NOUS PROPOSE N'EST PAS CELLE QUE NOUS VOULONS
NOUS AVONS UN SERVICE PUBLIC D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
À DÉFENDRE... MAIS AUSSI À RECONSTRUIRE ET CONSTRUIRE**